

DOSSIER DE PRESSE



**Le gouvernement des États-Unis :
Un engagement durable pour le bassin du Congo**





COMMUNIQUE DE PRESSE

LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS RENOUVELLE SON ENGAGEMENT DURABLE ENVERS LE BASSIN DU CONGO

LIBREVILLE, GABON - Le gouvernement des États-Unis renouvelle son engagement de longue date en faveur de la protection, de la conservation et de la gestion durable du Bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt tropicale humide du monde, avec le lancement de la quatrième phase du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), également connu sous le nom de CARPE. L'ambassade des États-Unis à Libreville a détaillé l'engagement renouvelé du gouvernement américain envers le bassin du Congo lors de la réunion des parties du Partenariat pour les forêts du bassin du Congo (PFBC) qui s'est tenue du 5 au 8 juillet 2022 à Libreville, au Gabon.

Lancé par l'ancien secrétaire d'État américain, Colin Powell, et les chefs d'État d'Afrique centrale lors du Sommet mondial sur le développement durable de 2002 à Johannesburg, le PFBC est un partenariat multipartite visant à promouvoir la conservation de la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes forestiers, à lutter contre le changement climatique et à réduire la pauvreté dans les pays d'Afrique centrale.

À ce jour, USAID/CARPE, en partenariat avec le United States Fish and Wildlife Service et le United States Forest Service, a investi plus de 600 millions de dollars dans la recherche, la cartographie et la conservation de la biodiversité, l'amélioration des moyens de subsistance, le développement économique et l'atténuation du changement climatique depuis 1995, à travers les trois premières phases de CARPE.

La délégation américaine fut dirigée par le Dr Diana Putman, administratrice adjointe par intérim du bureau de l'USAID pour l'Afrique. Le Dr Putman a passé la majeure partie de sa vie à l'étranger et a travaillé pour USAID pendant 39 ans, dont cinq ans en tant que directrice de mission en République démocratique du Congo, où elle a supervisé CARPE.

Parmi les principales réalisations de CARPE dans la région, citons :

- La sensibilisation du monde entier à la forêt du bassin du Congo en tant qu'écosystème d'importance mondiale pour la biodiversité et l'atténuation du changement climatique.
- CARPE a soutenu certains des travaux de télédétection les plus importants au monde qui ont conduit à une capacité de surveillance des forêts en temps quasi réel.

- Le développement de quatre guides de planification du paysage pour la gestion forestière qui sont maintenant adoptés par tous les pays membres du PFBC par le biais de la Commission des forêts d'Afrique centrale.
- Le développement de l'outil de surveillance et de rapports spatiaux connu sous le nom de SMART dans les zones protégées de toute la région afin de garantir que les décisions de gestion des parcs soient fondées sur les meilleures informations possibles.
- Le renforcement de l'application de la loi sur la faune à travers de nombreuses zones protégées majeures en Afrique centrale, qui montre un impact significatif en termes de réduction du braconnage.

CARPE IV s'appuiera sur les succès antérieurs et les leçons apprises et soutiendra la vision d'un Bassin du Congo avec des écosystèmes sains et un leadership local dynamique qui soutient la stabilité et la prospérité des communautés.

**REMARQUES DU CHARGÉ D'AFFAIRES WATSON
SUR LE LANCEMENT OFFICIEL DE LA QUATRIÈME PHASE DU
PROGRAMME CARPE DE USAID
LIBREVILLE (Radisson Blu) - 5 JUILLET - (17-19h)**

Bonjour, je m'appelle Samuel Watson et je suis le Chargé d'Affaires *ad interim* de l'Ambassade des Etats-Unis à Libreville.

Au nom du peuple américain, je tiens à vous remercier de vous joindre à nous aujourd'hui pour célébrer la relance officielle du Programme Régional pour l'Environnement en Afrique Centrale de l'Agence Américaine pour le Développement International.

Nous appelons ce programme CARPE. Il vise à aborder les questions environnementales de la conservation de la diversité biologique et du changement climatique mondial dans les forêts tropicales du Bassin du Congo.

Nous connaissons tous l'importance cruciale des forêts du Bassin du Congo.

Il s'agit d'un réservoir mondial de carbone qui, s'il est détruit, libérera des milliards de tonnes de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, contribuant ainsi de manière spectaculaire au changement climatique.

Cependant, tant que la forêt reste en bonne santé, elle absorbe le dioxyde de carbone, ce qui contribue à atténuer le changement climatique.

Le bassin du Congo est également crucial en termes de conservation de la biodiversité. Il abrite une énorme diversité de plantes et d'animaux et abrite des espèces que l'on ne voit nulle part ailleurs, comme les bonobos et les okapis.

J'aimerais partager avec vous un peu l'historique de CARPE.

Mon gouvernement a autorisé CARPE pour la première fois en 1995 comme une initiative régionale à long terme divisée en phases stratégiques.

Depuis la création de CARPE, le Gabon a été et continue d'être un partenaire de premier plan dans sa mise en œuvre. En fait, le premier bureau régional de CARPE a été établi ici, à Libreville, en mille neuf-cents quatre-vingt quinze

Je suis très fier et ravi de voir que nous célébrons cet événement de relance ici à Libreville après plus de vingt-cinq ans de fonctionnement.

Permettez-moi de passer en revue les différentes phases de CARPE.

La première phase de CARPE, de mille neuf-cents quatre-vingts quinze à deux mille douze, était centrée sur la collecte d'informations sur l'écosystème forestier d'Afrique centrale. Elle a simultanément développé les ressources humaines et les capacités institutionnelles régionales.

La phase deux, de deux mille trois à deux mille douze, a fourni des ressources substantielles du gouvernement américain pour soutenir le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo, ou PFBC.

Pour rappel, le PFBC a été lancé lors du Sommet mondial sur le développement durable de deux mille deux à Johannesburg. Lors de ce sommet, le gouvernement américain a engagé cinquante-trois millions de dollars - plus de trente-trois milliards de francs CFA - pour financer les efforts du PFBC visant à soutenir la foresterie durable, la conservation de la biodiversité et la réduction de la pauvreté.

Mon gouvernement a identifié USAID/CARPE comme le principal mécanisme par lequel ces fonds seraient dispersés.

En conséquence, CARPE a étendu ses opérations dans les pays du Bassin du Congo pour inclure douze paysages du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo. Cinq d'entre eux se trouvent au Gabon ou sont transfrontaliers avec le Gabon : Mont Cristal-Mont Alen, Gamba-Conkouati, Lopé-Chaillu-Louesse, Dja-Minkebe-Odzala, et Léconi-Batéké-Léfini.

En deux mille dix, CARPE est passé de l'accent initial sur la conservation des forêts et de la biodiversité à l'inclusion du principal programme du gouvernement américain en Afrique centrale pour l'atténuation du changement climatique.

CARPE a entamé sa troisième phase en deux mille douze avec pour objectif de maintenir l'intégrité écologique de l'écosystème de la forêt humide du Bassin du Congo. Cette phase a contribué à accélérer la transition de l'Afrique centrale vers un développement résilient au climat et à faibles émissions.

Le gouvernement gabonais a pris des engagements impressionnants en matière de gestion durable des forêts à savoir la création d'un réseau de treize parcs en deux mille deux couvrant trois millions d'hectares, soit dix pour cent de la superficie du pays. Il a créé l'Agence nationale des parcs nationaux, ou ANPN.

En réponse, le gouvernement américain a acheminé la plupart de ses fonds CARPE au Gabon par l'intermédiaire de l'U.S. Fish and Wildlife Service pour soutenir la gestion durable des ressources naturelles sur le terrain, améliorer la gouvernance environnementale et renforcer les capacités de surveillance des ressources naturelles.

Depuis la création de CARPE jusqu'à ce jour, mon gouvernement a investi environ six cent millions de dollars - près de trois cent quatre-vingt milliards de francs CFA - pour soutenir la gestion durable des forêts du Bassin du Congo.

Cet événement de relance marque la quatrième phase de CARPE au moment même où nous célébrons le vingtième anniversaire du PFBC. La quatrième phase marque l'engagement continu du gouvernement américain en faveur de la conservation de la biodiversité et de la réponse au changement climatique dans le Bassin du Congo.

La quatrième phase de CARPE utilisera une approche de la gestion de la biodiversité et de la protection des habitats centrée sur les populations. Elle utilisera les zones protégées comme points d'ancrage pour le développement durable, encouragera la création de partenariats public-privé pour la gestion des zones protégées et les options de financement durable, et tirera parti du capital naturel pour promouvoir les économies vertes.

Je suis particulièrement fier de notre relation solide avec le gouvernement du Gabon et des progrès que nous avons accomplis ensemble.

Je voudrais également rendre hommage aux agences de l'U.S. Fish and Wildlife et de l'U.S. Forest Service qui sont des partenaires clés dans la mise en œuvre de CARPE. Ils continuent à soutenir le gouvernement gabonais dans la lutte contre le trafic d'espèces sauvages et la protection des forêts et de la biodiversité.

L'année dernière, le président Biden a invité le président Ali Bongo à participer au sommet des dirigeants africains sur le climat. Le président Bongo a expliqué comment les forêts gabonaises absorbent quatre fois plus de carbone que le pays n'en émet. Il a présenté au monde la stratégie du Gabon pour garantir une gestion durable de ses forêts.

Mesdames et Messieurs, l'engagement de haut niveau du gouvernement américain auprès des membres du gouvernement du Bassin du Congo et la présence de nos partenaires à cet événement démontrent notre engagement commun à protéger le Bassin du Congo.

Cela répond également aux objectifs partagés pour freiner le changement climatique tel que prescrit par la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique, connue sous le nom de C o P vingt-six.

Ensemble, nous sommes forts en regardant l'avenir de CARPE et des forêts du Bassin du Congo.

**Discours de Madame Diana Putman, Administratrice Adjointe a.i. pour le
Bureau Afrique de l'Agence américaine pour le développement international
à l'occasion du lancement de la phase IV du Programme Régional pour
l'Environnement en Afrique Centrale
Libreville - Radisson Hotel – 5 juillet 2022**

Excellences Messieurs les Ministres représentant les gouvernements des pays du Bassin du Congo,

Dr. Ruck, Facilitateur du Partenariat pour les Forêts du bassin du Congo,

Excellences Messieurs les Ambassadeurs,

Distingués invités, en vos titres et qualités respectifs,

Je tiens tout d'abord à présenter mes sincères remerciements au gouvernement du Gabon pour avoir accueilli cette 19^e réunion du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC), qui marque également la célébration du 20^e anniversaire de cet important partenariat. Après avoir pris part aux réunions du PFBC à Brazza en octobre 2014, je suis particulièrement heureuse d'être ici aujourd'hui.

J'exprime ma profonde gratitude à l'Allemagne pour sa performance exceptionnelle dans la facilitation du PFBC au cours des deux dernières années et demie, et pour sa capacité à faciliter la tenue de la présente Assemblée à Libreville, au Gabon. Depuis le lancement du PFBC en 2002, c'est la deuxième fois que l'Allemagne assume ce rôle important de facilitateur, la première fois, c'était de 2008 à 2010. A cet effet, les membres du Partenariat vous assurent de leur sincère reconnaissance.

Je tiens également à remercier tous les membres du PFBC, dont le nombre est passé d'environ 40 pays et institutions en 2002 à près de 120 membres aujourd'hui. Ce nombre croissant des partenaires démontre notre engagement commun à travailler ensemble pour la gestion durable des forêts du bassin du Congo.

Je salue la participation à ces assises des représentants des gouvernements des pays de l'Afrique centrale, des partenaires du Programme Régional pour l'Environnement en Afrique Centrale, qui ont substantiellement contribué au succès de ce programme au cours des dernières décennies. De même, je reconnais le rôle que jouent nos partenaires de mise en œuvre, notamment *Wildlife Conservation Society*, *Africa Wildlife Foundation*, *Conservation International*, l'Université du Maryland, *World Resources Institute*, Tetra Tech et le Fonds Mondial pour la Nature. Je ne saurai pas passer sous silence les efforts de nos partenaires régionaux, en occurrence, la

Communauté Economique des États de l'Afrique centrale, la Commission des Forêts d'Afrique Centrale et le Réseau des Institutions de Formation Forestière et Environnementale d'Afrique Centrale, ainsi que ceux nos collègues d'autres pays donateurs.

Comme certains d'entre vous le savent peut-être, j'ai exercé pendant cinq ans la fonction de directrice de mission de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) en République Démocratique du Congo (RDC) et j'ai également supervisé la République du Congo et la République Centrafricaine. De toute évidence, j'ai un profond respect et une affinité particulière pour cette région.

Lors de mon mandat de cinq ans en RDC, j'ai présidé le lancement officiel de la troisième phase du Programme Régional pour l'Environnement en Afrique Centrale, que nous appelons affectueusement CARPE. CARPE est le programme environnemental le plus ancien et le plus important du gouvernement américain en Afrique, et nous y avons déjà investi environ 600 millions de dollars depuis sa création à ce jour.

Je suis ravie d'être de retour et de participer au lancement officiel de la quatrième phase de CARPE, qui coïncide avec la célébration des 20 ans du PFBC. Le gouvernement américain a été l'un des membres fondateurs du PFBC, partenariat qui a été lancé en 2002 par Colin Powell, alors Secrétaire d'état américain lors du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg. Près d'un an après son décès, son héritage perdure et les États-Unis restent un fervent partisan du PFBC

CARPE a été lancé en 1995. Il est passé par trois phases distinctes, comme détaillé dans le discours de notre Chargé d'Affaires, son excellence Samuel Watson, prononcé il y a quelques instants.

CARPE, que l'USAID met en œuvre conjointement avec ses partenaires du gouvernement américain, tels que le Service Forestier des Etats-Unis (USFS), le Service Américain de la Pêche et de la Faune (USFWS) et le Département d'Etat, est un programme important et réputé visant le renforcement de la gestion durable des forêts, la conservation de la biodiversité et l'atténuation des effets néfastes du changement climatique dans six pays d'Afrique centrale qui se partagent l'écosystème du bassin du Congo.

Parmi les principales réalisations de CARPE, nous pouvons citer :

- Le plaidoyer pour la reconnaissance de la forêt du bassin du Congo comme un écosystème d'une importance capitale et mondiale pour la conservation de la biodiversité et l'atténuation des effets néfastes du changement climatique
- CARPE a financé certains des principaux travaux de télédétection au monde, ce qui a conduit à développer des outils avec une capacité de suivi-évaluation des forêts en temps

quasi réel. Cela inclut l'outil *Global Land Analysis and Discovery* et, le *Global Forest Watch*. CARPE a également développé des atlas forestiers pour les pays du bassin du Congo que l'on peut consulter en ligne et des systèmes qui permettent aux membres des gouvernements et de la société civile de recevoir des alertes en quelques jours lorsqu'une perturbation se produit dans une zone particulière qui les intéresse, même si elle se trouve en plein milieu de la forêt, à des milliers de kilomètres.

- Sur le plan de la gestion durable des forêts, CARPE a élaboré quatre guides d'aménagement du paysage forestier qui sont actuellement adoptés par tous les pays membres du PFBC à travers la Commission des Forêts d'Afrique centrale ou COMIFAC.
- CARPE a déployé un outil spatial de suivi-évaluation dans les aires protégées de toute la région, connu sous le nom de SMART. Initialement développé comme un moyen d'exploiter les données collectées par les gardes forestiers sur les menaces et les performances des aires protégées, SMART intègre désormais des données provenant de diverses sources, allant des capteurs électroniques aux données de renseignement et aux informations collectées par les communautés. Cette technologie a révolutionné les efforts de l'Afrique centrale pour s'assurer que les décisions prises pour la gestion des aires protégées sont basées sur les meilleures informations possibles.
- CARPE a contribué à renforcer l'application des lois sur les espèces sauvages dans de nombreuses aires protégées d'Afrique centrale, ce qui contribue considérablement à la réduction du braconnage. Par exemple, dans le parc national de la Garamba en République démocratique du Congo, les éléphants étaient autrefois braconnés à raison de 100 ou plus par an. Depuis 2017, ce nombre a chuté à presque zéro trafiquants d'espèces sauvages dans le parc.

Ça, c'est l'histoire de CARPE. Parlons maintenant de l'avenir de ce programme.

La phase IV de CARPE s'appuie sur ses succès antérieurs et les leçons apprises dudit programme. Cette phase vise un bassin du Congo avec des écosystèmes sains et un leadership local dynamique qui stimulent la stabilité et la prospérité des communautés. CARPE IV envisage de réaliser cette vision à travers la création des marchés inclusifs, l'amélioration de l'application de la loi, l'appui au rôle de la société civile dans le suivi-évaluation et le plaidoyer environnemental ainsi que le renforcement de la gestion durables des écosystèmes forestiers.

- Au cours de cette phase, CARPE mettra davantage l'accent sur la société civile, en encourageant une plus grande participation des citoyens et une appropriation entre les ménages, les communautés et les aires protégées et, en veillant à ce que les populations

marginalisées, y compris les femmes et les peuples autochtones, soient engagés de manière efficace et équitable.

- CARPE IV mettra la priorité sur l'engagement du secteur privé, tel que dans l'établissement de partenariats pour une gestion efficace des aires protégées et la promotion de la croissance économique verte qui peut offrir des bénéfices aux communautés tout en aidant à maintenir la biodiversité et les forêts.
- CARPE IV va également promouvoir le développement guidé par les actions locales, notamment en aidant les communautés locales à sécuriser leurs droits fonciers et forestiers et, en leur permettant de gérer durablement leurs propres ressources forestières

La longévité de CARPE témoigne de l'engagement ferme du gouvernement américain à promouvoir la gestion durable des forêts, la conservation de la biodiversité et l'atténuation des effets néfastes du changement climatique dans le bassin du Congo.

Au-delà de CARPE, le gouvernement américain a élargi ses engagements dans le domaine de la protection de l'environnement. Par exemple, lors de la récente Conférence des Parties sur la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques à Glasgow, nous avons lancé le Plan des Etats-Unis pour la conservation des écosystèmes forestiers du monde : puits critiques de carbone, qui est un effort de tout le gouvernement d'un montant de 9 milliards de dollars pour conserver les forêts et d'autres écosystèmes terrestres et côtiers qui servent de puits critiques de carbone.

En outre, le gouvernement américain a signé l'accord dénommé « *Global Forest Finance Pledge* », qui engage tous les pays à prendre des mesures pour stopper et inverser la destruction des forêts et la dégradation des terres d'ici 2030. Il a également signé la déclaration conjointe des bailleurs de fonds du bassin du Congo, qui a généré un engagement collectif initial d'au moins 1,5 milliard de dollars de financement entre 2021 et 2025 pour protéger et entretenir les écosystèmes forestiers du bassin du Congo.

En plus, en avril 2022, l'USAID a publié sa nouvelle stratégie climatique, qui guidera la mise en œuvre des activités de l'USAID à l'échelle mondiale pour faire face à la crise climatique jusqu'en 2030.

Cette nouvelle stratégie climatique fixe six objectifs ambitieux de haut niveau qui incluent l'appui aux activités qui vont réduire, éviter ou séquestrer six milliards de tonnes métriques équivalent de gaz à effet de serre (dioxyde de carbone), et l'appui à la conservation, la restauration et/ou la gestion durable de 100 millions d'hectares de forêts.

Le gouvernement américain reconnaît l'importance du bassin du Congo pour sa riche biodiversité et son potentiel dans l'atténuation des effets néfastes du changement climatique. Il est crucial de maintenir des investissements dans le bassin du Congo si nous voulons atteindre les objectifs de réduction des émissions des gaz à effets de serre, faire avancer des actions équitables et ambitieuses pour lutter contre la crise liée au changement climatique et conserver la biodiversité.

En conclusion, je souhaite remercier l'ambassade des États-Unis au Gabon et toutes les ambassades des États-Unis dans la région de l'Afrique centrale pour leur soutien indéniable qui contribue énormément au succès global de CARPE et à tous nos investissements à travers l'USAID dans la région.

Enfin, je tiens à rendre hommage au président de la République du Gabon, son Excellence Ali Bongo Ondimba, et à son défunt père, le président Omar Bongo Ondimba, pour le rôle qu'ils ont joué pendant plusieurs années pour souligner l'importance de la protection de l'environnement. Et nous sommes ravis d'être ici avec le ministre gabonais de l'eau, des forêts, de la mer et de l'environnement, le professeur Lee White, qui est bien connu et apprécié pour son leadership en matière de foresterie et de gestion durable des écosystèmes forestiers.

Je voudrais également souligner les efforts plus récents du ministre Lee White et du gouvernement de la République du Gabon qui visent une transition des combustibles fossiles vers la promotion de l'emploi dans le secteur de l'économie verte – Ce qui est essentiel pour un développement véritablement durable. Cela comprend les engagements du gouvernement de la République du Gabon à mettre sous zones protégées 30 % de ses terres et 30 % de ses eaux d'ici 2030 pour conserver la biodiversité et atténuer les impacts néfastes du changement climatique. Nous saluons l'objectif du Gabon de veiller à ce que toutes les concessions forestières soient certifiées par le *Forest Stewardship Council* d'ici 2025, et de promouvoir les industries de transformation du bois au Gabon, pour ajouter de la valeur dans le pays, créer plus d'emplois et avoir un impact économique avec moins d'arbres abattus.

J'aimerais maintenant inviter le ministre Lee White à la tribune pour son mot de circonstance.

Vive notre coopération et vive les forêts du bassin du Congo !

Merci!



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



PROGRAMME RÉGIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT EN AFRIQUE CENTRALE

Le Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE) de l'USAID vise le maintien de l'intégrité écologique de l'écosystème forestier humide du bassin du Congo. Il renforce la gestion des forêts dans les paysages prioritaires riches en carbone, biologiquement sensibles et diversifiés de la République démocratique du Congo (RDC), de la République du Congo (Congo-Brazzaville) et de la République centrafricaine (RCA). En outre, l'aide du gouvernement américain favorise la réforme de la politique environnementale et la surveillance des écosystèmes forestiers dans six pays d'Afrique centrale (RDC, Congo-Brazzaville, RCA, Guinée équatoriale, Gabon, Cameroun). Les activités actuellement menées par l'USAID, qui sont mises en œuvre par des organisations non gouvernementales, des partenaires du secteur privé et des agences gouvernementales américaines, se concentrent sur la gestion des aires protégées, l'autonomisation des communautés, le partenariat avec le secteur privé, le renforcement des politiques et le développement des capacités.

GESTION D'AIRES PROTEGEES : PROJET D'AIRES PROTEGEES DE LA GARAMBA ET DE CHINKO

Partenaire de mise en œuvre : African Parks Network

1^{er} octobre 2016 – 30 septembre 2024 : \$16.998.650

Le parc national de la Garamba, situé au nord-est de la RDC, et la réserve de Chinko, située au sud-est de la RCA, représentent un écosystème unique à la limite nord de la forêt du bassin du Congo. Ces aires protégées abritent une riche biodiversité à travers un gradient d'habitats allant de la forêt à la savane, mais toutes les deux ont énormément souffert de l'insécurité au cours des 15 dernières années. Ce projet vise le renforcement de l'application de la loi relative aux espèces sauvages dans ces aires

protégées et, par conséquent, améliore la sécurité des populations locales. En outre, ce projet renforce les capacités de gestion des aires protégées et développe des groupes d'intérêt locaux et régionaux en faveur de la conservation.

AUTONOMISATION DES COMMUNAUTÉS : LUTTE COMMUNAUTAIRE CONTRE LE TRAFIC DE LA FAUNE SAUVAGE

Partenaire de mise en œuvre: African Parks Network

18 juin 2018 – 29 juin 2023 : \$9.998.480

Ce projet porte essentiellement sur les communautés vulnérables aux conflits dans le nord-est de la RDC et le sud-est de la RCA, là où des moyens de subsistance non durables menacent la biodiversité. L'activité cible les exploitants miniers artisanaux, les éleveurs, les communautés agricoles et toutes les personnes qui pratiquent la pêche illégale dans les aires protégées. Le projet vise la réduction des conflits et la mise sur pied de moyens de subsistance durables qui soutiennent la conservation et offrent aux communautés locales des incitations réelles de protéger la biodiversité.

PROJET « GESI NI NISHATI KWA KILA MTU » (LE GAZ EST UNE ALTERNATIVE PEU COUTEUSE QUE LE CHARBON DE BOIS)

Partenaire de mise en œuvre: BBOXX Capital DRC

30 septembre 2020 – 30 septembre 2023 : \$2.999.630

Ce projet fait la promotion des solutions développées/induites par le secteur privé qui réduisent la déforestation causée par la production du charbon de bois qui entraîne les émissions de gaz à effet de serre en remplaçant le charbon de bois par du gaz de pétrole liquéfié. Cela permet d'améliorer la santé de milliers de personnes, notamment les femmes, en réduisant l'inhalation de fumées dangereuses causées par la cuisson au charbon de bois. Dans le secteur sud du parc national des Virunga, à l'est de la RDC, où la production de charbon de bois est responsable de 91% de la déforestation, le projet fournira à 15 000 ménages et petites entreprises des alternatives de cuisson propres et économiques pour prévenir l'équivalent de 40 000 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone.

IMPLIQUER LE SECTEUR PRIVE : PROMOTION DU TOURISME DANS LE PARC NATIONAL DE NOUABALE-NDOKI

Partenaire de mise en œuvre: Wildlife Conservation Society

09 avril 2020 – 08 avril 2024 : \$5.500.000

Ce projet renforce la gestion du parc national de Nouabalé-Ndoki et encourage les groupes d'intérêts communautaires à soutenir la conservation de la biodiversité et la gestion durable des forêts en tirant profit des ressources du secteur privé pour promouvoir le développement de l'économie verte. Il mettra le parc sur la voie du développement durable tout en renforçant les incitations socio-économiques des communautés locales par la promotion de l'écotourisme (ou tourisme vert ou tourisme écologique), la création d'emplois et la diversification des moyens de subsistance des populations afin de préserver la riche biodiversité et de réduire la déforestation.

PROJET « TULINDE MAZINGIRA YA OKAPI, KWA MAENDELEO YETU » (PROTEGER L'HABITAT DES OKAPIS)

Partenaire de mise en œuvre : Wildlife Conservation Society

30 septembre 2020 – 29 septembre 2024 : \$7.000.000

Ce projet vise à renforcer la sécurité dans la Réserve de faune à okapis, à mettre en place une gestion efficace de la Réserve, à améliorer les capacités d'application de la loi et à créer un environnement sûr et propice à la protection de sa biodiversité unique, notamment la dernière population sauvage d'Okapis au monde, une espèce que l'on ne trouve qu'en RDC. Ce projet adopte une approche centrée sur l'homme qui renforce les communautés locales en diversifiant les sources de revenus, en créant des emplois, en améliorant l'accès à l'éducation et aux services de santé, et en attirant des investissements du secteur privé pour gérer durablement la réserve et le paysage. Le projet met particulièrement l'accent sur les questions de genre et d'inclusion, en veillant à ce que les femmes et les 7 500 autochtones Efe et Mbuti, pour qui la Réserve de faune à Okapis constitue leur demeure ancestrale, participent aux efforts de conservation.

RENFORCEMENT DES POLITIQUES ET DES CAPACITES : GESTION DES RESSOURCES FORESTIERES

Partenaire de mise en œuvre : Service forestier des Etats-Unis (USFS)

15 juin 2015 – 31 mai 2025 : \$32.155.541

Ce projet vise à améliorer la gestion durable des forêts en Afrique centrale en soutenant la formation, l'assistance technique et la réforme des politiques, ainsi que la création et le déploiement d'outils technologiques et de bonnes pratiques pour une prise de décision efficace au niveau politique.

PROJET DE DEVELOPPEMENT DES VIRUNGA

Partenaire de mise en œuvre: Virunga Foundation

Juillet 2019 - Janvier 2027 : \$16.580.894.00

Ce projet renforce les fonctions essentielles du plus ancien parc national d'Afrique, élargit les projets de développement en cours à l'extérieur du parc et contribue aux efforts de consolidation de la paix dans la région. Ce partenariat avec la Fondation Virunga vise à préserver la diversité de l'écosystème et à protéger les espèces en danger critique d'extinction, comme le gorille de montagne, en protégeant l'habitat et en développant des stratégies adaptées de réduction des menaces. Au cœur des interventions de Virunga se trouve une approche communautaire qui mobilise les communautés locales et leur procure des avantages pour leur bien-être social. Virunga joue un rôle primordial dans la reconstruction économique post-conflit de l'est de la RDC, en améliorant les moyens de subsistance des communautés voisines grâce à un soutien qui aide les promoteurs des petites et moyennes entreprises à accéder à des formations spécialisées, à des crédits et à des énergies propres (électricité) à un prix abordable (notamment dans une nouvelle zone industrielle).

PROJET « SOSO PONA MOTO NYONSO » (DU POULET POUR TOUS)

Partenaire de mise en œuvre : Wildlife Conservation Society

30 septembre 2020 – 29 septembre 2024 : \$3.000.000

Ce projet vise la création de groupes d'intérêt locaux pour la protection des animaux sauvages dans le nord du Congo (Brazzaville) en fournissant une source alternative durable de protéines animales, en créant des emplois, en augmentant les revenus des ménages et en améliorant le bien-être socio-

économique des communautés. Le projet mobilise les ressources du secteur privé pour lutter contre l'exploitation non durable de la viande de brousse, l'une des principales menaces pour la biodiversité dans la région. Il favorise le développement économique du pays et améliore l'environnement favorable en augmentant l'accès au financement et aux marchés pour permettre aux communautés rurales de s'engager dans des moyens de subsistance durables.

PROJET D'APPUI A LA GESTION DURABLE DES FORETS ET LA BIODIVERSITE

Partenaire de mise en œuvre : Tetra Tech, Inc.

11 août 2020 – 10 août 2025 : \$24.900.000

Ce projet consiste à aider les acteurs du secteur de protection du bassin du Congo à mettre en œuvre des stratégies et des actions visant à lutter contre les menaces à grande échelle qui pèsent sur la conservation de la biodiversité et la gestion des forêts. Le projet poursuit les réformes politiques et renforce les capacités des institutions œuvrant dans le domaine de la conservation et de la gestion des forêts, tout en formant les services publics et les organisations locales et en leur fournissant les outils nécessaires à la résolution des problèmes nationaux et régionaux en Afrique centrale. En outre, ce projet renforce le partenariat avec le secteur privé afin de développer des entreprises vertes, telles que des entreprises d'écotourisme, qui soutiennent la biodiversité et protègent les forêts.

PROJET « ZAMBA PONA LOBI / MSITU JUU YA KESHO » (FORETS POUR L'AVENIR)

Partenaire de mise en œuvre : Rainforest Foundation UK

30 septembre 2020 – 29 septembre 2025 : \$4.000.000

Ce projet collabore avec plus de 20 communautés dans les provinces de l'Équateur, du Maniema et du Nord-Kivu, en RDC, afin de minimiser la déforestation, de protéger la biodiversité et d'offrir aux communautés locales de meilleurs avantages de vie grâce à des concessions forestières communautaires. Il aide les communautés à élaborer des plans de gestion des concessions avec des limites convenues pour le prélèvement des ressources naturelles, met en place des méthodes de culture respectueuses de la forêt, telles que l'agroforesterie, et appuie la surveillance communautaire de la flore et de la faune clés. Ce projet permettra de consolider et d'intensifier les progrès réalisés pour renforcer l'environnement institutionnel et politique, tout en renforçant la capacité des parties prenantes à soutenir le processus des concessions forestières communautaires.

PROJET DE CONSERVATION A TRAVERS L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DU CONGO

Partenaire de mise en œuvre : Tetra Tech, Inc.

Juillet 2021 - Juin 2026 : \$15.000.000

Ce projet stimule l'investissement privé pour une croissance écologiquement durable, en favorisant la création d'entreprises locales. Il veille à ce que les communautés locales bénéficient des ressources forestières et de la biodiversité tout en réduisant les menaces pesant sur la biodiversité, les forêts riches en carbone et les tourbières dans le Congo (Brazzaville). De plus, ce projet vise l'atténuation des menaces pesant sur la biodiversité en appuyant la croissance des industries respectueuses de la conservation de la nature.

KAKAO ENDELUVU INALINDA OKAPI (POSITIONNER LE CACAO CULTIVE SOUS OMBRAGE AFIN D'AMELIORER LA CONSERVATION ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES POPULATIONS RURALES)

Partenaire de mise en œuvre : University of California, Los Angeles (UCLA).

Septembre 2021 - Août 2022 : \$359.404 (Pour la première phase)

Ce projet entend préserver la biodiversité de la Réserve de faune à Okapis en Ituri, dans le nord-est de la RDC, (a) en limitant la déforestation autour de la Réserve et (b) en encourageant une approche durable du cacao cultivé sous ombrage, plus favorable à la biodiversité que d'autres utilisations anthropiques des terres telles que la monoculture annuelle ou pérenne ou l'élevage. Cette activité est conçue de manière qu'une première année de recherche, de consultation et de modélisation commerciale débouche sur des opportunités d'engager/d'impliquer davantage le secteur privé et les autres acteurs pertinents dans le secteur du cacao dans cette région.

PROJET « UMOJA WA NGILIA NA KAHAWA » (L'ALLIANCE DU CAFE GORILLE)

Partenaire de mise en œuvre : TechnoServe, Inc.

Août 2021 - Août 2026 : \$7.000.000

Le projet « *Gorilla Coffee Alliance* » est un partenariat de l'Alliance mondiale pour le développement qui s'inscrit dans le cadre de la famille de partenariats public-privé de l'USAID en matière de Santé, des écosystèmes et d'Agriculture pour des Sociétés résilientes et prospères ([HEARTH](#)), qui mobilisent des efforts intersectoriels pour le bien-être des personnes et de la planète. Ce projet vise à catalyser un secteur du café biologique robuste dans le Sud-Kivu afin de créer un cycle vertueux de conservation de la biodiversité et de prospérité communautaire. Il intègre des programmes visant le développement durable des chaînes de valeur du café, la conservation autour du parc national de Kahuzi-Biega et l'amélioration des moyens de subsistance grâce à l'augmentation du revenu des ménages et à l'amélioration de la santé. Il collaborera avec 8 500 ménages agricoles pour améliorer leur production et leurs ventes de café et réduire le braconnage et la déforestation autour du parc.

PROJET « ALLIANCE GARAMBA »

Partenaire de mise en œuvre : Adam Smith International Ltd. (ASI)

Janvier 2022 - Novembre 2027 : \$7.702.376

Le projet « Alliance Garamba » est un partenariat de l'Alliance mondiale pour le développement relevant de la famille de partenariats public-privé de l'USAID en matière de Santé, des écosystèmes et d'Agriculture pour des Sociétés résilientes et prospères ([HEARTH](#)). Ce projet rassemblera des organisations des secteurs public et privé afin de forger une vision commune et de travailler ensemble pour assurer le développement durable et la conservation de la biodiversité dans la région. Ce projet permettra (a) d'accroître l'accès aux opportunités économiques, (b) de promouvoir l'agriculture durable et les entreprises spécialisées dans l'élevage, (c) de renforcer les capacités et d'élargir les opportunités de marché et (d) de renforcer l'efficacité de la gestion des aires protégées.

RENFORCER LA GESTION DE LA CONSERVATION EN AFRIQUE CENTRALE

Partenaire de mise en œuvre : Service américain de la pêche et de la faune (US FWS)

Mai 2021–Mai2027 : \$88,958,946

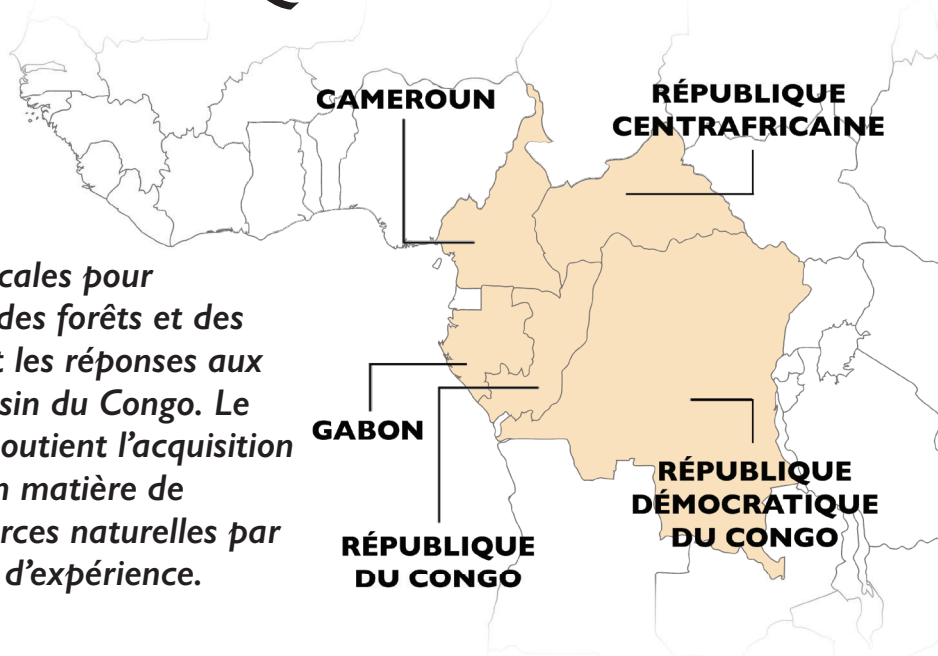
Le Service américain de la pêche et de la faune (USFWS), par l'intermédiaire de sa Division de la conservation internationale, fournit une assistance technique et financière ciblée visant à développer les capacités pour améliorer la gestion de la conservation et la protection des populations fauniques clés et de leurs habitats dans tout le bassin du Congo. L'USFWS soutient les programmes qui améliorent la conservation des espèces sauvages sur place dans les bastions prioritaires de la population en Afrique centrale ; augmente les capacités individuelles et institutionnelles pour une protection plus efficace des espèces sauvages au niveau local, les niveaux national et régional, y compris la professionnalisation du personnel des aires protégées; et s'attaquer directement aux pressions régionales et émergentes sur la faune, y compris le commerce non durable de la viande de brousse, les maladies et la transhumance. L'USFWS travaille au Cameroun, en République centrafricaine, en République démocratique du Congo, en Guinée équatoriale, en République gabonaise et en République du Congo. La programmation régionale pourrait également cibler les membres supplémentaires de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) (Burundi, Tchad, Rwanda, Sao Tomé et Principe).



Sur le fleuve au Gabon. Photo par Olivia Freeman.

PROGRAMME POUR L'AFRIQUE CENTRALE

Les Programmes Internationaux du Service Forestier de l'USDA travaillent en Afrique Centrale depuis plus de 20 ans, collaborant avec des gouvernements, des universités, des organisations non gouvernementales et des communautés locales pour aborder et promouvoir la gestion durable des forêts et des terres, la conservation de la biodiversité et les réponses aux changements climatiques dans tout le Bassin du Congo. Le Service des Forêts des États-Unis (USFS) soutient l'acquisition de compétences et de bonnes pratiques en matière de gestion et d'utilisation durables des ressources naturelles par l'échange de connaissances, d'expertise et d'expérience.



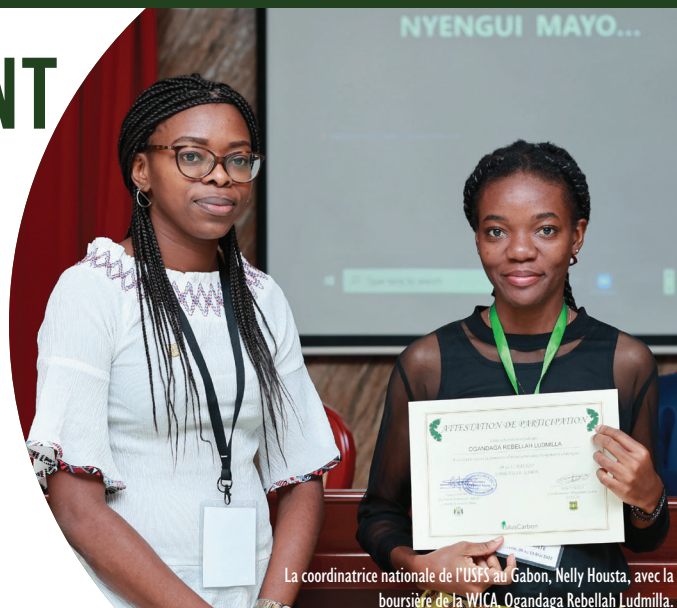
POURQUOI L'AFRIQUE CENTRALE ?

S'étalant sur neuf pays d'Afrique Centrale, la forêt du Bassin du Congo représente, selon les estimations, dix ans d'émissions mondiales de CO₂. La préservation de cette forêt est primordiale pour la santé et le bien-être des populations d'Afrique Centrale et du monde entier. Alors que les pays du Bassin du Congo se concentrent sur leurs besoins les plus pressants en matière de développement et d'environnement, ils acquièrent des connaissances inestimables sur certaines des forêts les moins étudiées de la planète. L'USFS travaille à la coordination et à l'harmonisation des approches de gestion des ressources naturelles, en fournissant des informations techniques, une expertise, une formation et un soutien aux organes de planification et de gouvernance régionaux et nationaux.

En Afrique Centrale, l'USFS intervient principalement dans sept domaines majeurs. Les priorités du programme sont axées sur les besoins du pays partenaire, l'expertise du Service des forêts et le potentiel d'impact positif.

FORMATION & RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

L'USFS parraine chaque année des partenaires pour qu'ils assistent à des séminaires internationaux organisés aux États-Unis et offre des bourses aux profils prometteurs qui candidatent au Master pour se former en gestion des ressources naturelles et des changements climatiques. L'USFS travaille également avec des agences gouvernementales et des ONG en République Démocratique du Congo et en République du Congo pour les aider à mener des évaluations des capacités institutionnelles et à mettre en œuvre les programmes de renforcement correspondants.



PLUS DE 200 FONCTIONNAIRES, PROFESSEURS D'UNIVERSITÉ ET PARTENAIRES TECHNIQUES ONT ÉTÉ FORMÉS À LA COMPTABILISATION DU CARBONE TERRESTRE, AUX MÉTHODOLOGIES D'INVENTAIRE FORESTIER ET AU SUIVI DES FORÊTS.

INVENTAIRE & SURVEILLANCE DES FORÊTS

Comprendre les ressources forestières existantes, y compris les changements dans la couverture forestière et terrestre, est une étape essentielle pour prendre des décisions éclairées en matière d'aménagement du territoire. L'USFS aide les pays d'Afrique Centrale à mieux mesurer ces ressources cruciales pour la prise de décision et les processus de rapports internationaux. Depuis 2014, l'USFS a fourni une assistance technique ciblée aux gouvernements du Cameroun, de la République Démocratique du Congo et de la République du Congo pour les aider à mesurer, surveiller et gérer les forêts.

ÉCOTOURISME DURABLE

L'Afrique Centrale est l'un des derniers endroits sur Terre où l'on peut voir à l'état sauvage des grands singes, comme les gorilles, les chimpanzés et les bonobos, des créatures géantes comme les hippopotames et les éléphants, et des mammifères rares comme les okapis et les pangolins. L'écotourisme durable représente une opportunité immense dans la région pour donner aux zones protégées et aux animaux une valeur économique intrinsèque. L'USFS travaille avec divers partenaires en RDC, au Congo et au Gabon pour améliorer les infrastructures, les ressources et les capacités en matière d'écotourisme, dans le but d'accroître les opportunités et les revenus de l'écotourisme tout en renforçant les efforts de conservation de la biodiversité.





Sosthène Ndong Obiang, écoparc senior à l'Agence Nationale des Parcs Nationaux du Gabon, parle de l'identification des produits forestiers lors d'un atelier.

LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ILLÉGALE

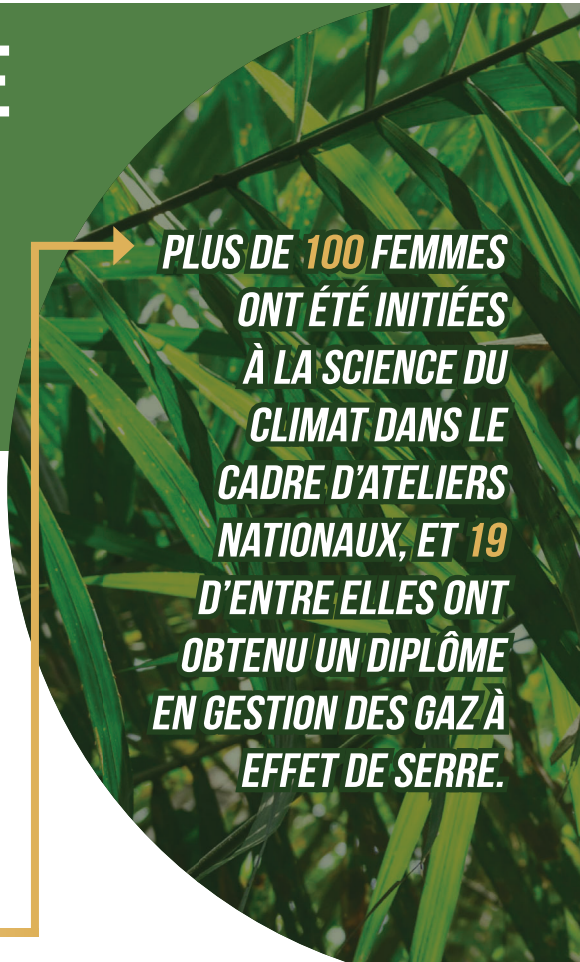
L'USFS travaille avec des partenaires gouvernementaux pour renforcer la gouvernance forestière et améliorer la capacité des pays à enquêter et à poursuivre les cas d'exploitation illégale des ressources naturelles dans la région. Les agents forestiers, les douaniers et le personnel chargé de l'application de la loi ont été formés aux techniques d'enquête sur place, tandis que les procureurs et les juges ont été formés aux enquêtes, à l'élaboration et à la poursuite des cas d'exploitation illégale des forêts. L'USFS travaille également en République du Congo pour soutenir le développement d'un groupe de travail interministériel sur l'application de la loi forestière.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Les processus d'aménagement du territoire et de zonage sont essentiels pour assurer une gestion stratégique des terres et des ressources. L'USFS encourage la gestion durable des ressources, la conservation de la biodiversité et le développement économique en travaillant avec les gouvernements et les communautés locales pour créer des plans d'utilisation des terres et des zones protégées qui répondent aux besoins de subsistance tout en protégeant et en préservant les ressources naturelles.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Dans la lutte contre les changements climatiques, les forêts tropicales constituent notre première ligne de défense, car elles absorbent et stockent d'énormes quantités de carbone. Depuis plus de dix ans, l'USFS travaille avec les gouvernements pour développer et améliorer les systèmes nationaux de surveillance des forêts. L'USFS travaille également directement avec des techniciens, des professeurs, des étudiants et des fonctionnaires pour proposer des formations spécialisées, faciliter la mise en réseau régionale et les mettre en relation avec des mentors et des collègues travaillant sur les questions climatiques dans le monde entier.



PLUS DE 100 FEMMES ONT ÉTÉ INITIÉES À LA SCIENCE DU CLIMAT DANS LE CADRE D'ATELIERS NATIONAUX, ET 19 D'ENTRE ELLES ONT OBTENU UN DIPLÔME EN GESTION DES GAZ À EFFET DE SERRE.



Formation à la gestion des incendies à l'extérieur de Mushie, en RDC. Photo d'Olivia Freeman.

GESTION DES FEUX

L'USFS travaille en RDC et en République du Congo avec les communautés locales pour améliorer la gestion des feux. Cela comprend l'élaboration de plans d'utilisation des terres et de gestion des incendies, la création de brigades de pompiers villageoises et le développement de matériel de formation pour améliorer la gestion des feux volontaires et involontaires. En République du Congo, l'USFS travaille également avec le gouvernement pour faciliter l'adoption de stratégies nationales de gestion des feux et incendies basées sur le travail réussi dans certaines communautés.

PROGRAMMES

CARPE

Le Programme régional pour l'environnement en Afrique Centrale (CARPE), financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), est une initiative à long terme visant à promouvoir la gestion durable des forêts, la conservation de la biodiversité et l'atténuation des changements climatiques dans le Bassin du Congo grâce à une capacité accrue de gestion des ressources naturelles aux niveaux local, national et régional. L'USFS est partenaire de la mise en œuvre de CARPE depuis 1997.

SilvaCarbon

SilvaCarbon est un programme de coopération technique inter-agences du gouvernement américain visant à améliorer la capacité de certains pays tropicaux à mesurer, surveiller et déclarer le carbone dans leurs forêts et autres terres. L'USFS met actuellement en œuvre les activités de SilvaCarbon en RDC, en République du Congo et au Cameroun.

Exploitation Forestiere Illegale

L'USFS travaille avec des partenaires nationaux et le département américain de la justice (DOJ) pour accroître la capacité des ministères, des forces de l'ordre et des responsables forestiers à lutter contre l'exploitation illégale des forêts. Ces programmes sont soutenus par le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales (OES) du département d'État américain (DOS), l'agence USAID et le Bureau de répression du trafic international de stupéfiants (INL) du DOS.



Des techniciens de la Direction de l'Inventaire et de la Gestion des Forêts de la RDC lors d'un atelier consacré à la cartographie des zones brûlées et à l'estimation des émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion de la biomasse. Photo par Lisa Loukounyi.

CONTACT

Kathleen Sheridan

Directrice Adjointe pour l'Afrique et le Moyen-Orient
kathleen.sheridan@usda.gov

Richard Paton

Coordinateur Régional du Programme pour l'Afrique Centrale
richard.a.paton@usda.gov

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site :

www.usfscentralafrica.org



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

 **SilvaCarbon**



Protection des espèces sauvages et des paysages en Afrique centrale : Le rôle de l'USFWS dans le Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE)



Un troupeau d'éléphants de forêt à Dzanga Bai, République centrafricaine. Source : Dirck Byler/USFWS

Le U.S. Fish and Wildlife Service (USFWS) œuvre en Afrique centrale pour la conservation de certaines des espèces les plus emblématiques du monde, notamment les éléphants de forêt, les gorilles, les chimpanzés et les tortues marines. En collaboration avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'USFWS soutient un grand nombre de partenaires du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE) afin de protéger les espèces sauvages, les paysages vitaux et de renforcer les capacités en gestion de la faune.

L'USFWS fournit une assistance financière et technique destinée à répondre aux tâches complexes et exigeantes nécessaires à la conservation des espèces sauvages et des habitats de l'Afrique centrale. Certaines de nos principales initiatives dans le cadre du programme CARPE se situent dans :

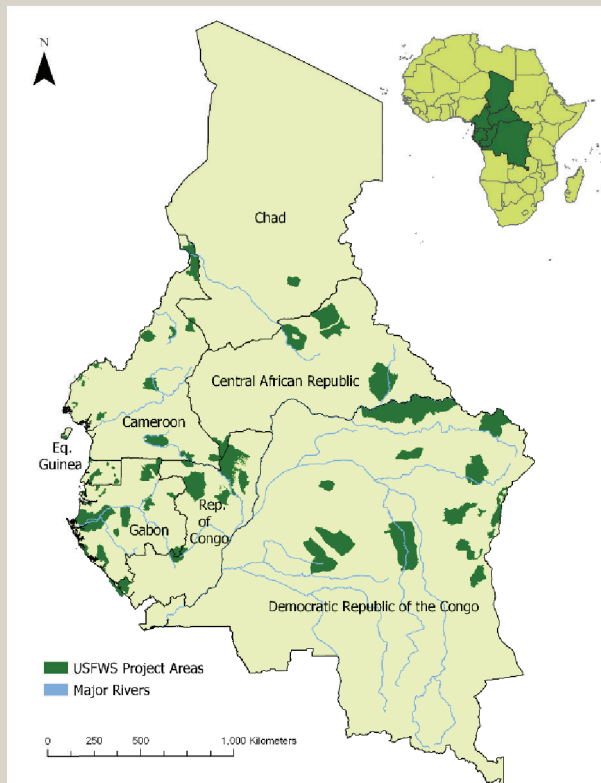
- le réseau de 13 parcs nationaux du Gabon, qui abrite plus de 50 % de la population africaine restante d'éléphants de forêt, et un réseau de 10 aires marines protégées couvrant 23 % des eaux territoriales du pays.
- le paysage du Trinational de la Sangha et du Nord du Congo, une vaste forêt tropicale et une réserve d'éléphants et de grands singes. Il comprend des parcs nationaux au Cameroun, en République centrafricaine et en République du Congo (Congo).

L'USFWS met à profit son expertise en gestion de la faune et de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) pour renforcer la capacité des organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG) partenaires dans la lutte contre le trafic des espèces sauvages et la protection des espèces menacées en Afrique Centrale.

La demande de viande de brousse, le braconnage de l'ivoire et le trafic international d'espèces sauvages sont des facteurs dévastateurs pour les éléphants de forêt, les gorilles, les chimpanzés, les pangolins, et autres espèces emblématiques d'Afrique Centrale.

Faits saillants du programme

- L'USFWS soutient un réseau de projets clés et de partenaires de confiance sur la base des priorités fauniques de la région et assure un suivi et une évaluation critiques ainsi qu'un soutien technique spécialisé.
- Les investissements de l'USFWS-CARPE s'appuient sur plus de 30 ans de travail de l'USFWS en Afrique centrale en faveur de la conservation des éléphants, des grands singes et des tortues marines, comme le prévoient les lois du Congrès.



Zones de projets en Afrique centrale soutenues par l'USFWS depuis 2010. Source : Matthew Luizza/USFWS



Le chimpanzé d'Afrique centrale.

Source : Ian Nichols/National Geographic

Menaces pour la faune sauvage d'Afrique centrale

Commerce de la viande de brousse

La demande commerciale de viande de brousse représente une menace grave pour la majorité des animaux forestiers en Afrique centrale. Le commerce illégal de la viande de brousse de luxe vide les forêts de leur faune sauvage et menace la sécurité des populations rurales.

Pâturage transnational illégal

Les mouvements saisonniers de bétail par les bergers à travers les frontières (la transhumance) se font dans un contexte d'escalade des conflits violents et menacent à la fois la faune et les populations.

Braconnage d'éléphants

Le commerce illégal de l'ivoire représente la menace la plus importante à la survie de l'éléphant d'Afrique. Le nombre d'éléphants de forêt en Afrique centrale a chuté de 62 % entre 2002 et 2011.

Industries extractives

L'exploitation forestière, minière et pétrolière non réglementée et non gérée menace la faune par la destruction et la dégradation des habitats. Ces industries créent également des routes qui attirent les braconniers et de nouveaux établissements humains.

Mortalité des tortues marines

Les opérations de pêche commerciale et artisanale menacent les tortues marines en raison des captures directes et accidentelles. Pendant la saison de nidification, les braconniers capturent également des femelles et pillent les nids pour y récolter des œufs.

Maladies

L'Ebola et d'autres maladies infectieuses sont une cause majeure du déclin des populations de grands singes en Afrique. Le taux de mortalité due au virus Ebola est plus élevé chez les chimpanzés et les gorilles (jusqu'à 95 %) que chez les humains (50 à 80 %).

Objectifs stratégiques

L'objectif principal du programme CARPE est de réduire le taux de perte de la biodiversité et de dégradation des forêts dans le bassin du Congo par le renforcement de la capacité de gestion des ressources naturelles aux niveaux local, national et régional. L'USFWS est un partenaire majeur du programme CARPE depuis 2006 et travaille en étroite collaboration avec les gouvernements nationaux, d'autres agences américaines, des bailleurs de fonds internationaux et divers autres partenaires en vue d'adopter en Afrique centrale une approche de la gestion de la faune axée sur les résultats.

Principaux objectifs du programme

- Améliorer la gouvernance, la sécurité et la stabilité des aires protégées en Afrique centrale
- Accroître les capacités individuelles et institutionnelles pour une protection plus efficace de la faune aux niveaux local, national et régional, y compris la professionnalisation du personnel des aires protégées
- Réduire la pression sur les bastions de la faune en s'attaquant directement aux menaces régionales et émergentes, y compris les maladies zoonotiques et le commerce non durable de viande de brousse

L'USFWS utilise une approche stratégique à cycle complet pour développer les capacités, ancrée dans notre soutien aux aires protégées et à d'autres mesures de conservation efficaces par zone. Cela comprend un accent sur le développement des capacités à tous les niveaux, de l'individuel à l'institutionnel, pour s'assurer que les aires protégées sont gérées et défendues au-delà de leurs frontières. Grâce au modèle USFWS MENTOR, nous proposons une formation en leadership et en gestion interdisciplinaire innovante et innovante. Les opportunités intégrées de développement des capacités de l'USFWS s'appuient les unes sur les autres pour combler les écarts de performance et renforcer la bonne gouvernance.

Réalisations

- Réduction importante de la pêche commerciale et artisanale illégale dans les eaux côtières et les lagunes du Gabon (en partenariat avec l'ANPN).
- Formation d'un nouveau réseau régional de partenaires œuvrant à la prévention de l'entrée d'espèces exploitées illégalement dans le commerce de la viande de brousse (en partenariat avec le Groupe de travail sur la viande de brousse en Afrique centrale).
- Création de la première aire protégée communautaire cogérée de la République Démocratique du Congo, la Réserve Naturelle de Kabobo (en partenariat avec la Wildlife Conservation Society)
- Collaboration transfrontalière dans le paysage de la Garamba-Chinko en RDC et en République centrafricaine afin de restaurer et de conserver les principales espèces sauvages, tout en consolidant la gouvernance, la sécurité et la stabilité dans la région (en partenariat avec African Parks).
- Sept programmes USFWS MENTOR Model dont 61 boursiers de 11 pays africains

Pour en savoir davantage sur la vision axée sur les résultats de l'USFWS en matière de conservation en Afrique centrale et sur les orientations visant à améliorer l'efficacité des projets, veuillez consulter le site web de l'USFWS pour télécharger [A Results-Based Vision for Conservation in Central Africa](#) et [Standard Measures of Effectiveness and Threats for Wildlife Conservation in Central Africa](#).



U.S. Fish & Wildlife Service Affaires
internationales
<http://www.fws.gov/international>

@USFWSIntl

USFWS_International Affairs

Juin 2022



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



ACTIVITÉ DE SOUTIEN AUX FORÊTS ET A LA BIODIVERSITÉ DE L'USAID

Pour la conservation de la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes forestiers dans le bassin du Congo

Les forêts du bassin du Congo couvrent une superficie de plus de 3,6 millions de kilomètres carrés (plus grande que l'État de l'Alaska) qui s'étend du Cameroun, de la République centrafricaine, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, du Gabon et de la Guinée équatoriale. Ils abritent plus de 80 millions de personnes ainsi que 1 000 espèces d'oiseaux, 400 mammifères, 700 poissons et 10 000 plantes, dont 30 % sont endémiques à la région. Les forêts tropicales humides d'Afrique centrale, qui abritent la deuxième plus grande forêt contiguë du monde, sont une source vitale de nourriture et de revenus pour les populations forestières, un pourvoyeur de bois de chauffage, de bois d'œuvre et de régulation de l'eau pour les villes en aval, et un réservoir de carbone et de biodiversité pour la planète. Cependant, la dégradation de ces forêts s'accélère avec l'expansion de l'agriculture et des établissements humains et l'extraction de plus en plus importante de bois d'œuvre et de bois de chauffage. De plus en plus, la riche biodiversité de ces forêts est également menacée par la dégradation des habitats, le braconnage, la surpêche et le commerce illicite de produits de la faune et de la flore sauvages.

Photo Credit: Courtesy of Terra Tech

OBJECTIF ET APPROCHE

L'objectif de l'activité de soutien aux forêts et à la biodiversité de l'USAID est d'appuyer CARPE et d'autres acteurs environnementaux du bassin du Congo à mettre en œuvre des stratégies et des actions qui répondent aux menaces à grande échelle qui pèsent sur la conservation de la biodiversité et la gestion des forêts. Pour y parvenir, l'activité s'engage étroitement avec un large réseau d'institutions comprenant la société civile, le secteur privé, le gouvernement et d'autres praticiens de la conservation et du développement dans tout le Bassin du Congo afin de mettre en place des institutions locales durables ayant la capacité de générer de nouvelles analyses et preuves pour

soutenir les réformes politiques et mettre en œuvre des approches de conservation innovantes. Ces objectifs sont soutenus par l'approche de collaboration, d'apprentissage et d'adaptation (CLA) de l'activité qui améliore le partage des connaissances, les communications et l'apprentissage au sein des réseaux de conservation dans le bassin du Congo. L'activité concentre ses efforts de renforcement des capacités, de politique et de CLA sur l'amélioration de la gestion des forêts, de la biodiversité et des terres ; le renforcement des efforts d'application de la loi pour réduire la criminalité liée aux forêts et aux espèces sauvages ; et la promotion de marchés plus inclusifs et d'un financement durable pour la conservation et la gestion des forêts.

RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

L'activité de soutien aux forêts et à la biodiversité de l'USAID met en œuvre des stratégies et des actions qui répondent aux menaces à grande échelle qui pèsent sur la conservation de la biodiversité et la gestion des forêts en se concentrant sur trois résultats intermédiaires (RI) interconnectés :

RI 1 : Le Leadership et la participation des parties prenantes renforcés :

En étroite collaboration avec les organisations de la société civile, les universités, le secteur privé et les décideurs politiques, l'activité renforce les capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes en Afrique centrale pour mettre en œuvre des analyses et des stratégies fondées sur des résultats probants, des actions de sensibilisation et une meilleure communication pour faire face aux principales menaces qui pèsent sur les forêts et la biodiversité.

RI 2 : L'environnement politique, réglementaire et habilitant amélioré :

Afin d'enrichir et de documenter les discussions sur les politiques provinciales, nationales et régionales, l'activité identifie et aborde les contraintes prioritaires dans le cadre politique et réglementaire en fournissant des analyses et des options politiques au gouvernement, en renforçant le plaidoyer politique et réglementaire et en promouvant la participation du secteur privé ainsi que des femmes et d'autres groupes marginalisés dans les réformes politiques et leur mise en œuvre.

RI 3 : Des approches innovantes et factuelles adoptées et institutionnalisées :

L'activité produit, diffuse et institutionnalise une analyse fondée sur des preuves à l'appui de la conservation de la biodiversité et de la politique de gestion des forêts. L'activité de soutien aux forêts et à la biodiversité s'appuie sur les bonnes pratiques et l'apprentissage. Ceci contribue à améliorer la compréhension régionale des stratégies efficaces et factuelles dans le cadre de la gestion des forêts et réduit les menaces sur la biodiversité. Grâce aux subventions et aux partenariats, ainsi qu'à la collaboration au sein du portefeuille de CARPE, l'activité introduit des approches innovantes, favorise la durabilité financière pour la conservation à long terme et renforce la communication sur l'impact des investissements de CARPE.

Résultats attendus de l'activité

RI 1

- Renforcement des capacités organisationnelles d'au moins 20 organisations locales pendant la durée de l'activité,
- Mobilisation d'au moins 50 nouveaux partenaires,
- Nouveaux partenariats et réseaux avec le secteur privé mis en place pour soutenir l'économie verte et les approches de systèmes de marché inclusifs pour la conservation.

RI 2

- Génération des produits de plaidoyer et des connaissances basés sur les données pour améliorer la prise de décision,
- Renforcement de la participation et de la voix des groupes vulnérables dans le dialogue politique et la prise de décision,
- Amélioration de la conception et de la mise en œuvre d'au moins 25 lois, politiques, réglementations ou normes relatives à la conservation de la biodiversité des espaces durables.

RI 3

- Visibilité et adoption accrues des stratégies soutenues par CARPE pour faire face aux menaces pesant sur les forêts et la biodiversité,
- Au moins trois nouvelles stratégies de financement durable identifiées et pilotées,
- Facilitation de l'agenda CLA de CARPE et large diffusion des résultats de CARPE par le biais de bulletins d'information et de l'organisation de réunions de partenaires.

APERÇU

L'activité de soutien aux forêts et à la biodiversité, d'une durée de cinq ans, est financée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et a débuté en août 2020. La mise en œuvre est dirigée par Tetra Tech ARD avec le soutien du World Resources Institute (WRI) et de Resonance.

CONTACTS

Melody McNeil, Directrice, CARPE, mmcneil@usaid.gov

Nathan Hulley, Conseiller, secteur privé, CARPE, nhulley@usaid.gov

Christian Kalinde, Spécialiste de gestion de projets (Changement Climatique) CARPE, ckalinde@usaid.gov

Kevin Doyle, Chef de projet, FABS, kevin.doyle@fabs-activity.org



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



PROMOTION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES POUR L'AMÉLIORATION DU BIEN ÊTRE SOCIAL AFIN DE REDUIRE LA SUREXPLOITATION DES ANIMAUX SAUVAGES ET LA DESTRUCTION DES FORETS

La République du Congo abrite l'un des paysages forestiers les plus riches et les plus importants sur le plan du nombre et de la diversité des plantes et des animaux sauvages de la planète terre. Les forêts couvrent environ 66% de la superficie du pays, avec environ 10 000 espèces de plantes et d'arbres de diverses essences, près de 400 espèces de mammifères et 1 000 espèces d'oiseaux et, qui constituent une richesse unique. Malgré les efforts du gouvernement congolais pour mettre en place plusieurs initiatives de conservation des animaux sauvages et des forêts ces vingt dernières années, les forêts continuent à être détruites et surexploitées, avec l'introduction des produits chimiques et des plantes nuisibles pour les activités agricoles, la coupe des arbres pour la production du charbon de bois, la chasse non contrôlée pour la viande de brousse, l'exploitation forestière illégale et l'exploitation minière non contrôlée.

Plusieurs organisations de conservation et des exploitants forestiers légalement reconnus ont mis en place des activités génératrices de revenus pour les communautés locales pour réduire les pratiques nuisibles sur les forêts et les animaux sauvages, mais l'impact positif de ces activités reste limité. La protection des réserves et des parcs nationaux ne pourra jamais être vraiment un succès sans la collaboration et l'implication entières des communautés locales elles-mêmes. Il est important de développer des modèles et activités économiques utilisant des méthodes favorables à la protection des forêts et des animaux sauvages, qui permettent aux communautés de tirer profit pour l'amélioration de leurs conditions de vie, tout en encourageant un investissement responsable des acteurs du secteur privé pour une exploitation durable des ressources naturelles.

OBJECTIFS

Le projet de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises pour l'Amélioration du Bien-être Social afin de Réduire la Surexploitation des Animaux Sauvages et la Destruction des Forêts en République du Congo, abrégée en anglais (CEERC) de l'Agence des Etats Unis pour le Développement International (l'USAID) intervient dans le cadre du Programme Régional pour l'Environnement en Afrique Centrale (CARPE). Le projet CEERC vise à promouvoir le développement des petites et moyennes entreprises communautaires qui génèrent des revenus et en même temps protègent les animaux sauvages et les forêts, à créer et mettre en œuvre des cadres politiques et réglementaires favorables au développement de ces modèles d'entreprises. Le projet CEERC est mis en œuvre dans les zones riches

en animaux sauvages et en forêts pour aider les communautés et acteurs économiques locaux-entrepreneurs, coopératives, associations à saisir les opportunités économiques, à obtenir des conditions équitables et à augmenter la valeur de leurs produits pour en tirer tous les avantages économiques et sociaux. Le projet CEERC collabore avec divers acteurs tels que le gouvernement, le secteur privé, la société civile, pour renforcer les capacités et développer des services d'appuis au développement des entreprises qui protègent les animaux sauvages et les forêts, et utilise les subventions pour promouvoir des solutions innovantes et stratégiques.

RESULTATS INTERMEDIAIRES

Le projet CEERC utilise une approche de système de marché avec des services d'appui aux producteurs et des investissements privés disponibles soutenus par des institutions, des lois, et des stratégies sectorielles adéquates. L'approche est axée sur trois résultats intermédiaires (RI) étroitement reliés :

RI 1 : Des entreprises et modèles d'affaires viables et durables qui protègent les animaux sauvages et les forêts sont développés

Le projet CEERC contribue à l'analyse des systèmes de commercialisation dans lesquels s'inscrivent l'identification des besoins, opportunités et contraintes de chaque produit, et la cartographie des services disponibles selon les acteurs de la production, la transformation et la commercialisation.

RI 2 : Un cadre réglementaire propice aux entreprises attentives à la protection des animaux sauvages et les forêts est mis en place

Le projet CEERC crée des cadres de dialogue pluri acteurs pour lever les contraintes et saisir les opportunités dans les stratégies politiques sectorielles, la réglementation et les normes sociales permettant d'inscrire les entreprises rurales dans ces chaînes de valeurs fiables et attentives à la protection des animaux sauvages et des forêts.

RI 3 : Les communautés créent et bénéficient des entreprises attentives à la protection des animaux sauvages et les forêts

Le projet CEERC travaille avec les organisations et coopératives locales des producteurs pour développer les produits dans une logique appliquant des techniques attentives à la protection des animaux sauvages et les forêts : agriculture, produits forestiers non ligneux, élevage des poissons, production du charbon de bois, etc. L'activité facilitera les partenariats entre producteurs et investisseurs, services financiers et non-financiers pour des impacts durables.

APERÇU

Le projet de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises pour l'Amélioration du Bien-être Social afin de Réduire la Surexploitation des Animaux Sauvages et la Destruction des Forêts en République du Congo est financée par l'USAID pour une durée de cinq ans et a démarré en juillet 2021. Le projet est mis en œuvre par Tetra Tech ARD avec le soutien de Resonance et Solimar.

CONTACTS

Sabine Jiekak, Chief of Party, CEERC, Sabine.Jiekak@tetrattech.com
Nicodeme Tchamou, CARPE USAID, ntchamou@usaid.gov

Activités

Résultat Intermédiaire 1

- Identifier 3 à 5 produits de valeurs et développer des plans d'investissement
- Définir un système de commercialisation conforme aux exigences de protection des animaux sauvages et des forêts
- Mettre en place un système facilitant l'accès aux services techniques et informations commerciales
- Développer un plan de partenariats entre acteurs privés, financiers, et producteurs

Résultat Intermédiaire 2

- Analyser les barrières à l'accès aux marchés pour les produits locaux
- Appuyer la définition d'une réglementation favorable au développement des produits donc l'exploitation est soucieuse de la protection des animaux sauvages et des forêts
- Appuyer au moins 2 fonds communautaires pour la conservation de la protection des animaux sauvages et les forêts
- Renforcer les capacités des institutions à accompagner les producteurs

Résultat Intermédiaire 3

- Renforcer les capacités d'environ 8000 exploitants et producteurs à créer des produits de meilleure qualité
- Appuyer les capacités des associations de producteurs ou des coopératives à utiliser des approches qui protègent des animaux sauvages et les forêts
- Promouvoir les partenariats entre entreprises établies, investisseurs et entités de producteurs /coopératives

Renforcement des capacités pour la conservation de la faune en Afrique centrale



Un garde forestier en patrouille dans le Parc national des Virunga, République démocratique du Congo. Source : Parc national des Virunga

Le renforcement des capacités est le fait pour les individus, les équipes, les organisations et les circonscriptions de développer et d'améliorer leurs systèmes, leurs ressources et leurs connaissances, ce qui se reflète dans leur capacité à remplir leurs fonctions, à résoudre les problèmes et à atteindre leurs objectifs.

— Adapté de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le renforcement de la capacité de conservation est essentiel pour que les particuliers et les organisations puissent s'adapter aux menaces croissantes qui pèsent sur la faune et ses habitats. Le U.S. Fish and Wildlife Service (USFWS) utilise une approche stratégique basée sur les menaces pour conserver les espèces et les habitats en Afrique centrale. Dans le cadre de cette approche, l'USFWS œuvre avec ses partenaires afin de déterminer les compétences essentielles nécessaires pour veiller à ce que les individus et les organisations atteignent le plus haut niveau possible.

En apportant son expertise dans l'élaboration de programmes de formation sur la faune et la planification de la main-d'œuvre, l'USFWS soutient le renforcement des capacités à tous les niveaux, y compris les individus, les organisations et les structures juridiques.

Il est tout aussi important, pour garantir le soutien à long terme du renforcement des capacités, de rester souple et réactif afin que les programmes de formation comprennent les connaissances les plus actuelles, les méthodes les plus récentes et les technologies les plus modernes.

L'USFWS soutient le mentorat à long terme et le développement professionnel des nouveaux défenseurs de la conservation en Afrique centrale afin de répondre aux menaces graves qui pèsent sur la faune dans la région.

Résultats escomptés pour la capacité de conservation en Afrique centrale

- Identification de la formation, des compétences et des nouvelles techniques nécessaires pour faire face aux menaces qui pèsent sur la faune.
- Renforcement de la capacité de la main-d'œuvre pour la gestion de la faune et des aires protégées.
- Mise en œuvre de plans de formation pour le personnel des aires protégées afin d'améliorer les rendements sur la base d'évaluations systématiques des besoins de formation.
- Multiplication des défenseurs de la conservation en Afrique.
- Des équipes transdisciplinaires d'écologistes africains émergents pour résoudre les principales menaces qui pèsent sur la faune et les habitats.
- Amélioration du rendement des établissements et des enseignants dans les écoles régionales sur la faune sauvage.
- Amélioration de la collaboration au moyen de réseaux d'institutions.



Boursiers du programme MENTOR-POP (Progress on Pangolins) à la 17e Conférence des parties de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Source : MENTOR-POP

Les cinq niveaux de renforcement des capacités

1. Le niveau individuel

Les comportements, les connaissances et les compétences contribuent tous au renforcement des capacités au niveau individuel. Le processus de formation est un élément essentiel et fournit un cadre pour les changements d'attitudes, les valeurs et la participation.

Bourses d'études à l'école de faune sauvage de Garoua : L'USFWS soutient le renforcement des capacités **individuelles** des gardes forestiers dans le cadre de sa collaboration avec l'école de faune de Garoua au Cameroun, et le développement de programmes de formation visant à accroître les capacités de gestion et d'application de la loi dans le domaine de la faune parmi les enseignants et les étudiants. Le soutien de l'USFWS a permis d'octroyer 26 bourses à des gardes forestiers de trois pays de la région.

2. Le niveau de l'équipe

Au niveau de l'équipe, le renforcement des capacités influe sur les relations entre les individus, améliore la communication à l'intérieur et à l'extérieur des groupes de professionnels et accroît l'accès aux capacités de mentorat et de réseautage.

Programmes de MENTORAT : Au niveau de l'**équipe**, les programmes de MENTORAT de l'USFWS forment des équipes transdisciplinaires de praticiens de la conservation pour faire face à des menaces complexes. Grâce à une formation académique et pratique sur le terrain et à l'apprentissage par l'expérience, ces programmes ont permis de former des leaders en matière de protection du pangolin, du lamantin, des grands singes et des forêts, ainsi qu'une équipe de professionnels pour répondre à la menace que représente le commerce de la viande de brousse sur les espèces protégées.

3. Le niveau organisationnel

Le renforcement des capacités au niveau organisationnel vise systématiquement à améliorer la performance et la capacité d'adaptation, y compris sur des questions telles que la stratégie, l'accès à l'information et les ressources globales.

Le gouvernement du Gabon : L'USFWS travaille au niveau **organisationnel** directement avec le gouvernement du Gabon pour renforcer les capacités de l'*Agence Nationale des Parcs Nationaux* (ANPN). Le Gabon abrite environ la moitié des éléphants de forêt restants en Afrique, d'importantes populations de gorilles et de chimpanzés, et est l'un des écosystèmes marins les plus productifs du monde.

4. Le niveau des circonscriptions

Au niveau des circonscriptions, le renforcement des capacités va au-delà de l'individu et vise à exercer une influence sur le changement communautaire et sociétal. Le partage des informations, l'éducation, les médias et les campagnes de sensibilisation sont des aspects importants de ces actions.

Communautés locales : L'implication avec les communautés locales est un aspect important du renforcement des capacités au niveau des **circonscriptions**. On peut citer par exemple le soutien continu aux efforts de conservation grâce à l'écotourisme communautaire et à l'éducation dans la région des lacs du Gabon.

5. Le niveau systémique

Le renforcement systémique des capacités influe sur les cadres dans lesquels ces niveaux précédents s'inscrivent, notamment les politiques, les lois, les règlements et les relations, ce qui permet d'accroître la capacité de réagir et de s'adapter aux défis à grande échelle.

Gestion des aires protégées : L'USFWS promeut la capacité **systémique** en soutenant les aires protégées qui sont essentielles à la survie des espèces sauvages en Afrique centrale. Grâce à l'élaboration d'évaluations des besoins de formation fondées sur les compétences, à la mise en œuvre de plans de formation, à l'examen de la structure organisationnelle, à l'identification de nouveaux leaders et à des méthodes d'évaluation approfondie, l'USFWS aide les partenaires régionaux à établir et gérer efficacement ces aires protégées vitales.

L'organisation soutient le renforcement des capacités de la main-d'œuvre dans les zones protégées par une évaluation systématique des besoins de formation et la mise en œuvre de plans de formation.



U.S. Fish & Wildlife Service
Affaires internationales
<http://www.fws.gov/international>



Officier militaire dans le Parc national de Minkebe, Gabon. Source : William Kanapaux/USFWS



Réunion des leaders locaux au Cameroun. Source : Direk Byler/USFWS



Boursiers du programme MENTOR-FOREST effectuant des travaux sur le terrain. Source : Lauriane Besse Strait/USFWS



@USFWSIntl



USFWS International Affairs

Novembre 2018

Le pastoralisme transhumant dans la région soudano-sahélienne d'Afrique

L'interface entre conservation, sécurité et développement



Des pasteurs Mbororo font paître illégalement du bétail dans le Parc national de la Garamba, en République démocratique du Congo.

Source : Naftali Honig/African Parks

La région soudano-sahélienne d'Afrique est une zone bioclimatique et écologique distincte composée d'une savane et d'un habitat de transition savane-forêt qui couvre environ 7,7 millions de kilomètres carrés sur le continent. Riche d'une grande diversité d'espèces, la région soudano-sahélienne représente l'un des derniers milieux sauvages encore intacts dans le monde et constitue une priorité absolue pour la conservation de la faune. Elle abrite une multitude d'espèces d'antilopes telles que l'élan géant et le grand koudou, outre le chien sauvage africain, la girafe du Kordofan, l'éléphant africain, le lion africain, le léopard, et le pangolin géant.

Cette région abrite également de nombreuses communautés rurales qui dépendent des ressources naturelles du paysage, y compris les pasteurs, dont les moyens de subsistance et l'identité culturelle sont centrés sur la mobilité stratégique pour accéder aux ressources pastorales et à l'eau disponibles selon les saisons. L'instabilité, les changements climatiques et les pressions croissantes exercées par des activités non durables d'utilisation des terres menacent de plus en plus la résilience de la faune emblématique et des populations rurales de la région soudano-sahélienne.

Le U.S. Fish and Wildlife Service (USFWS) soutient des projets dans la région soudano-sahélienne depuis 1990. Ces dernières années, les mouvements saisonniers de bétail sur de longues distances, également connus sous le nom de transhumance, ont posé un défi croissant à la gestion des aires protégées, avec un nombre croissant de pasteurs et leurs troupeaux qui entrent illégalement dans les aires protégées à la recherche de ressources et/ou de refuge contre les conflits armés. Le Parc national de la Garamba (République démocratique du Congo, ou RDC) et l'aire protégée de Chinko (République centrafricaine, ou RCA) sont deux exemples d'aires protégées où les populations de faune sauvage emblématique ont été décimées par l'insécurité et le braconnage et font maintenant face à une menace croissante liée à la transhumance.

Le pastoralisme transhumant au-delà des frontières nationales s'inscrit dans un contexte d'escalade des conflits violents et a des répercussions locales et mondiales sur la sécurité humaine et environnementale.

Priorités du programme

- Collecte et évaluation accrues des données sur les ressources naturelles de base dans toute la région soudano-sahélienne.
- Partage, analyse et diffusion efficaces des données entre les parties prenantes concernées des secteurs de la conservation, de la sécurité et du développement, et en collaboration avec les agriculteurs et les pasteurs ruraux.
- Renforcement et promotion d'approches de gouvernance multiniveaux destinées à résoudre les conflits et à stabiliser les corridors de transhumance.
- Poursuite et expansion des investissements stratégiques dans le réseau d'aires protégées prioritaires et leurs zones tampons à travers la région soudano-sahélienne, afin d'améliorer la sécurité tant de la faune sauvage que des communautés environnantes.

La région soudano-sahélienne d'Afrique.

Source : Matthew Luizza/USFWS



Photo : *Pasteur Mbororo, RDC.*

Source : Naftali Honig/African Parks



Des pasteurs Mbororo partageant le déjeuner en RCA.

Source : Kasper Agger/Creative Commons



Éléphants dans le Parc national de la Pendjari,

Bénin. Source : Matthew Luizza/USFWS

Objectifs stratégiques

L'USFWS soutient des initiatives qui répondent aux nouveaux défis régionaux de conservation associés aux mouvements transfrontaliers de bétail dans la région soudano sahélienne d'Afrique (c'est-à-dire la transhumance transnationale), ce qui permet d'atteindre les résultats escomptés suivants :

- Meilleure compréhension des incidences directes et indirectes du pastoralisme transhumant sur la faune sauvage et les populations à l'intérieur et autour des zones de conservation de grande valeur.
- Meilleure compréhension des mouvements saisonniers transhumants des pasteurs, de la démographie, des causes et de l'économie.
- Promotion de stratégies de gouvernance efficaces et durables qui améliorent la sécurité des humains et de la faune sauvage et la compatibilité entre l'élevage transhumant, les pratiques de subsistance des autres communautés locales et les aires protégées.

Investissements sur le terrain

- En partenariat avec l'Université du Wisconsin-Madison, l'USFWS soutient des efforts visant à comprendre les menaces que représente la transhumance pour les populations fauniques dans les paysages prioritaires du Parc national de Zakouma au Tchad et du Parc national du Manovo-Gounda-St Floris ainsi que dans l'aire protégée de Chinko en RCA. Les objectifs du projet comprennent l'analyse des structures de gouvernance de la transhumance dans le sud du Tchad et en RCA par rapport à celles de l'Afrique de l'Ouest, une analyse de la mobilité du pastoralisme transhumant tchadien et une analyse géospatiale des ressources pastorales dans les deux pays.
- En partenariat avec la Wildlife Conservation Society, l'USFWS soutient des efforts visant à améliorer la gestion de la conservation et la sécurité des populations, du bétail et de la faune sauvage par un engagement en matière de transhumance dans quatre zones transfrontalières de la région soudano-sahélienne, couvrant les parcs nationaux de Yankari (Nigeria), de Bouba-N'djida et Sena Oura (Cameroun et Tchad), de Bamingui-Bangoran et Manovo-Gounda-St- Floris (CAR), et le parc national du Sud (Soudan Sud).
- En partenariat avec Jerry Kirensky Mbi, l'USFWS soutient les efforts visant à réduire les menaces posées par la transhumance sur la faune sauvage dans le Parc national de Kimbi Fungom (Cameroun), par le renforcement des capacités de maintien de l'ordre dans le parc et par la sensibilisation et la participation des pasteurs.
- En partenariat avec African Parks, l'USFWS soutient le développement d'une stratégie de transhumance pour la gestion des aires protégées dans la zone protégée de Chinko (RCA), y compris le recrutement, la formation et l'équipement des équipes de sensibilisation des éleveurs afin de faire participer les troupeaux de bétail entrant, identifiés par surveillance aérienne et suivi des feux, puis de les diriger le long des corridors transhumants désignés en dehors de la zone centrale de conservation.

Définitions clés

Le **pastoralisme transhumant** est le mouvement régulier des pasteurs et de leur bétail entre des points fixes afin d'exploiter les ressources pastorales disponibles selon les saisons.

La **transhumance transnationale** est le même processus de migration, mais au-delà des frontières nationales et concerne principalement le bétail, qui a besoin d'une plus grande qualité et quantité de fourrage que les autres espèces animales.



U.S. Fish & Wildlife Service

Affaires internationales

<http://www.fws.gov/international>



@USFWSIntl



USFWS_International Affairs

Novembre 2018

Lutte contre le commerce de la viande de brousse en Afrique centrale



Saisie de viande de brousse dans le parc national d'Ivindo, Gabon. Source : Richard Ruggiero/USFWS

La chasse non durable de la viande d'origine sauvage, communément appelée viande de brousse, a été identifiée comme l'une des plus grandes menaces pesant sur la faune sauvage en Afrique centrale. En raison de la demande émanant des centres urbains en expansion de la région, le commerce de la viande de brousse affecte les populations et les écosystèmes fragiles en vidant les forêts et autres habitats de leur faune. Presque toutes les espèces sont touchées, depuis les grands mammifères emblématiques tels que les éléphants de forêt, les gorilles et les chimpanzés jusqu'aux petits animaux tels que les porcs-épics, les pangolins, les chauves-souris, les tortues, et les oiseaux.

Les consommateurs de luxe sont responsables de la demande urbaine pour le commerce de la viande de brousse. La consommation urbaine de la viande de brousse ne touche pas seulement la faune sauvage ; elle a aussi une incidence négative directe sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations locales et autochtones, en épuisant les populations de gibier et en déstabilisant les communautés dont la subsistance repose sur la faune.

La durabilité du commerce de la viande de brousse n'est actuellement pas viable pour de nombreuses raisons, notamment :

- des lacunes dans la capacité d'application de la loi
- le faible niveau de respect des lois
- le manque de protéines et d'alternatives économiques
- la corruption à tous les niveaux de gouvernance
- l'absence d'informations scientifiques permettant de déterminer les niveaux d'exploitation

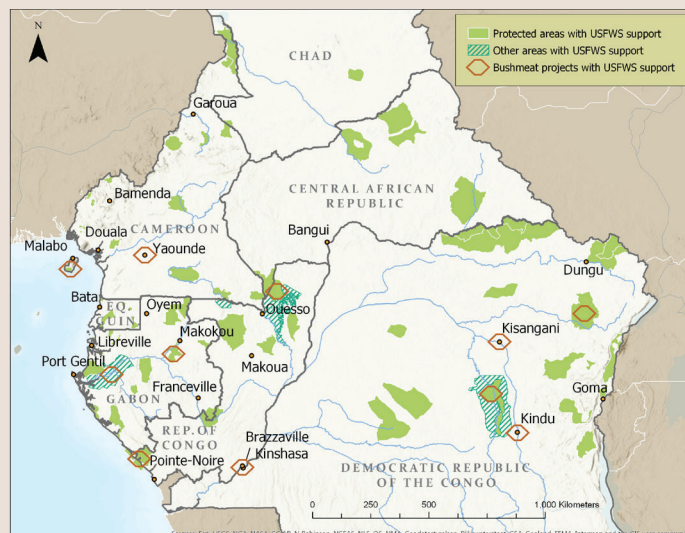
Le U.S. Fish & Wildlife Service (USFWS) soutient une série d'efforts visant à réduire la demande de viande de brousse commerciale, notamment par le renforcement des mesures d'application de la loi sur la faune et la gestion des aires protégées, la promotion de moyens de subsistance alternatifs et des campagnes visant à modifier les comportements. Tous les efforts visent à réduire le commerce illégal des espèces protégées et à améliorer la sécurité économique et alimentaire des populations locales.

Les marchés de la viande de brousse en Afrique centrale comprennent de nombreuses espèces protégées telles que les éléphants, les gorilles et les chimpanzés, qui sont fournis par des trafiquants illégaux aux fins de la consommation urbaine de luxe.



Crocodile en vie dans un marché de viande de brousse urbain.

Source : Nancy Gelman/USFWS



Projets sur la viande de brousse appuyés par l'USFWS en Afrique centrale. Source : Matthew Luizza/USFWS



Pangolin dans un marché de viande de brousse.

Source : Nancy Gelman/USFWS

Menaces posées par le commerce de la viande de brousse

Extinction locale

Chaque année, environ cinq millions de tonnes d'animaux sauvages, dont de nombreuses espèces protégées, sont exploitées dans les forêts du bassin du Congo pour répondre à la demande croissante des marchés urbains. Le commerce non durable de la viande de brousse entraîne des extinctions locales et des dommages irréparables pour les populations de faune sauvage dans la région.

L'avenir de la forêt

Le commerce de la viande de brousse représente une menace grave pour les écosystèmes d'Afrique centrale et de l'ensemble du continent. La chasse non durable crée un « syndrome des forêts vides », qui affaiblit la fonctionnalité de l'écosystème et le rend moins résistant aux changements environnementaux et aux maladies. Les espèces sauvages visées par le commerce de la viande de brousse jouent un rôle clé dans la dispersion des semences et dans la préservation du milieu forestier et sa composition.

Sécurité de la population locale

Le commerce illégal de la viande de brousse approvisionne un marché urbain où la viande d'origine sauvage est souvent considérée comme un produit de luxe. Ce commerce urbain non durable menace les populations locales qui dépendent de la faune pour leur sécurité économique et alimentaire.

Santé publique

La manipulation et la consommation d'animaux sauvages posent des problèmes de santé humaine, car de nombreuses maladies des animaux sont transmissibles à l'homme. Des épidémies en Afrique centrale et occidentale ont été attribuées aux contacts humains avec des espèces sauvages chassées pour leur viande de brousse.

Objectifs stratégiques

L'USFWS œuvre depuis longtemps avec des partenaires pour lutter contre le commerce illégal de viande de brousse, à la fois par l'intermédiaire de son Fonds multinational pour la conservation des espèces et avec le financement du Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE). Au cours des deux dernières décennies, l'USFWS a aidé 80 partenaires dans 28 pays à mettre en œuvre des stratégies prioritaires visant à lutter contre le commerce non durable de la viande de brousse, notamment :

- la surveillance, la formation et le renforcement des capacités
- l'établissement d'alliances et de partenariats
- la recherche fondamentale et la surveillance de l'état d'avancement
- la sensibilisation des populations et les communications
- des campagnes de modification des comportements
- des moyens de subsistance alternatifs

La lutte contre le commerce de la viande de brousse est une question complexe qui exige une approche multidimensionnelle adaptée aux circonstances locales. Dans les villes, la viande de brousse reste souvent le choix privilégié, même lorsque d'autres sources de protéines sont disponibles.

Investissements et réalisations sur le terrain

- Dans les capitales de la République démocratique du Congo (RDC) et de la République du Congo voisine, la **Wildlife Conservation Society (WCS)** œuvre à la conservation des espèces protégées par le développement d'un modèle reproductible de réduction de la consommation de viande de luxe dans les grands centres urbains d'Afrique centrale. Le projet concevra et mettra en œuvre une campagne et une coalition destinées à modifier le comportement des consommateurs, à améliorer l'application de la loi et à réduire la disponibilité des espèces protégées sur les marchés.
- Le **Groupe de travail sur la viande de brousse en Afrique centrale (CABAG)**, un réseau de projets traitant de la question de la viande de brousse, s'est engagé à sensibiliser l'opinion régionale et internationale à l'incidence du commerce de cette viande sur la population et la faune sauvage, afin d'éviter que des espèces protégées ne fassent l'objet du commerce de viande de brousse.
- Le **CABAG**, en partenariat avec l'**Université de Stirling**, le **Centre de recherche forestière internationale (CIFOR)** et d'autres partenaires, s'efforce de fournir aux acteurs de la conservation et du développement en Afrique centrale les outils dont ils ont besoin pour élaborer et tester des interventions en matière de gestion de viande de brousse, selon une méthode fondée sur des données scientifiques, afin de mettre sur pied une base de données librement accessible sur la chasse de la viande de brousse en Afrique centrale.
- Dans le bassin de Lomami en RDC, le **projet TL2** vise à faire face à la menace que fait peser la chasse commerciale de la viande de brousse sur les espèces endémiques en instituant une saison de chasse afin d'aider les communautés à protéger les populations d'espèces sauvages. Ce projet appuie également les efforts d'application de la loi qui visent à lutter contre les activités criminelles à l'intérieur et autour du parc, à renforcer la capacité de gestion du parc et à établir la première nouvelle aire protégée du pays depuis plus de 40 ans.
- Le **Bioko Biodiversity Protection Program (BBPP) (Programme de protection de la biodiversité de Bioko)**, un partenariat entre l'Université de Drexel aux États-Unis et l'Université nationale de Guinée équatoriale, se concentre sur la lutte contre le commerce illégal de viande de brousse sur l'île de Bioko en Guinée équatoriale, qui abrite sept espèces de singes et l'une des populations de tortues luths en nidification les plus grandes du monde. Le BBPP collabore avec le gouvernement et d'autres intervenants à la gestion du parc et aux évaluations d'impact, effectue des patrouilles et des recherches, sensibilise les populations et œuvre à la réduction de la demande de la viande de brousse.
- Dans la région des lacs du Gabon, l'**Organisation écotouristique du lac Oguemoué (OELO)** œuvre en faveur de la conservation des espèces sauvages en réduisant la préférence des consommateurs pour la viande de brousse et les ventes illégales de produits protégés tels que les crocodiles faux-gavial, le lamantin africain, le buffle forestier et le pangolin géant. Ce projet assure le suivi du succès grâce à des enquêtes sur la viande de brousse, sensibilise les populations et accroît les sources de revenus durables par le développement de l'écotourisme.



U.S. Fish & Wildlife Service
Affaires internationales
<http://www.fws.gov/international>

 @USFWSIntl

 USFWS_International Affairs

Novembre 2018

DÉVELOPPEMENT DU TOURISME



Le Parc National de Nouabalé-Ndoki est réputé pour ses 4,000km² d'une des dernières forêts tropicales primaires au monde, où vivent de grands mammifères iconiques comme l'éléphant, le gorille ou le bongo. Nous sommes convaincus que le potentiel touristique qui en découle peut devenir un atout majeur dans notre effort de conservation de cette biodiversité. Le tourisme peut réduire la dépendance du Congo aux activités extractives et encourager une économie verte. Pour le Parc, qui dépend de donations, ce serait une des clés à un modèle financier durable pour continuer à protéger la faune et les communautés qui en dépendent.

*Protéger la
biodiversité*

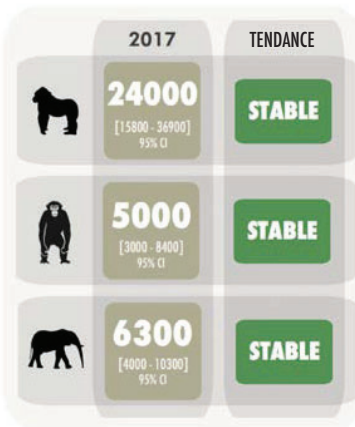
*Réinvestir les
revenus du
tourisme*

*Attirer un
tourisme
faunique*

Adopter des principes éco-touristiques et choisir des modèles de développement "faible impact / haute valeur" peut amplifier les revenus liés au tourisme.

C'est ce que cherchent à faire la WCS et le Ministère de l'Économie Forestière grâce à leur partenariat avec la Congo Conservation Company, une société basée au Congo et reconnue internationalement pour son expertise managériale. La CCC est un des pionniers du tourisme en Afrique Centrale depuis 2011.

La biodiversité de la région est de plus en plus menacée par le trafic d'ivoire, le braconnage et la chasse non régulée, attisés par la demande mondiale pour ces produits, et redoublés par l'absence d'alternative économique locale viable



Ces dernières années, l'équipe du Parc a réussi à limiter ces menaces. En dépit des tendances régionales, le dernier recensement faunique de 2017 fait état de populations de grands singes et d'éléphants stables.

Néanmoins la durabilité de ce succès n'est pas assurée. La gestion des aires protégées en Afrique Centrale dépend en majeure partie du soutien apporté par divers gouvernements. Si cela sera encore le cas à moyen-terme, le développement de nouvelles sources de revenus durables garantirait toutefois au Parc des finances pérennes pour continuer son effort de protection de la biodiversité.

PARC NATIONAL DE
NOUABALÉ-NDOKI



Le Congo abrite parmi les plus importantes attractions mondiales en termes de tourisme faunique, et promeut une stratégie nationale en faveur d'une croissance économique verte.

10%

Part espérée du tourisme
dans le PIB du Congo

15%

Part espérée du tourisme
dans le budget du Parc



LA PREMIÈRE CONCESSION TOURISTIQUE À NOUABALÉ- NDOKI

- La CCC va construire et gérer deux lodges, l'un à Mombongo, le second à Mondika.
- La WCS, depuis sa base de Bomassa, maintiendra les routes et pistes d'atterrissage donnant accès au Parc.
- Nous mettons en place les outils légaux pour permettre la concession touristique, ainsi que pour permettre de rattacher au Parc le Triangle de Djeke, où se situe Mondika.



PROTÉGER LA FORÊT ET SA BIODIVERSITÉ



- La WCS travaille à habituer un troisième groupe de gorille sur le site de Mondika.
- La présence de rangers va s'intensifier dans certaines zones stratégiques pour sécuriser la faune, notamment autour des sites touristiques.
- De nouveaux postes de contrôle seront établis dans la zone Sud du parc.

SOUTENIR LES POPULATIONS LOCALES GRÂCE AU TOURISME

- Le projet de développement d'un tourisme communautaire permettra aux populations locales d'acquérir les compétences requises pour tirer profit du tourisme.
- Le partage des retombées économiques multipliera par 30 les revenus des populations liées au tourisme.
- Mondika emploie plus de 50 autochtones, notamment des pisteurs dont la connaissance ancestrale de la forêt est essentielle pour notre travail de terrain.



CRÉER DES PRODUITS TOURISTIQUES INNOVANTS

La CCC sera en charge du marketing touristique, tandis que la WCS travaillera à la promotion du patrimoine faunique du Parc dans les médias locaux et internationaux.

De nouveaux produits touristiques verront le jour, à l'exemple de l'ouverture aux touristes du mondialement connu Mbeli Bai.



151 av. de Gaulle,
Brazzaville
B.P. 14537
Rép. du Congo
+(242) 05 722 7411
www.congo.wcs.org
wcscongo brazza@wcs.org



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE AVICOLE ET DIVERSIFICATION DES REVENUS DANS LE NORD DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO



Au Nord du Congo, la viande de brousse fait partie intégrante du mode de vie, contribuant à la sécurité alimentaire et aux revenus des populations rurales. Cependant, les niveaux non durables de chasse constatés dans la région menacent la disponibilité des stocks et la biodiversité. Dans la région de Ouesso, aux abords du Parc National de Nouabalé-Ndoki, nous contribuons à améliorer l'accessibilité en protéines domestiques via le développement et le renforcement de micro-entreprises plus durables.

Chaque années, les populations voisines du Parc National de Nouabalé-Ndoki consomment :

600 t de poulet importé



3000 tonnes de viande de brousse



400 t de poulet local

La WCS travaille en étroite collaboration avec le Ministère de l'Économie Forestière et le généreux soutien de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID).

En outre, le projet bénéficie du soutien technique de la World Poultry Foundation et de Village Enterprise.

La World Poultry Foundation promeut le développement d'une filière avicole répondant aux besoins de marchés émergents.

Village Enterprise est un pionnier dans l'amélioration du bien-être des populations rurales en Afrique, avec un programme participatif de développement de micro-entreprises.

Notre objectif commun est de soutenir la diversification des revenus et de contribuer à assurer la sécurité alimentaire des populations rurales au Nord Congo.

NOTRE PAYSAGE D'INTERVENTION AU NORD CONGO

- 01 Parc National de Nouabalé-Ndoki
- 02 Zones Périphériques
- 01 Réserve Communautaire du Lac Télé



Obstacles actuels à une filière avicole dans la région :

Manque d'accès aux services vétérinaires



1,7kg d'aliments par mois au démarrage pour une poule commerciale

70 œufs produits par an par une race locale

70% des charges d'élevage du poulet sont dues au coût de l'alimentation

Objectifs du programme et solutions apportées :

Plus robuste, la "dual purpose" ne nécessite aucun vaccin après la vente

1kg d'aliments par mois pour la nouvelle race au démarrage

jusqu'à 230 œufs produits par an par la race améliorée

33% au moins de réduction des coûts de productions

PHASES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

- 1 Définir des solutions pour augmenter la production de volaille au Congo, afin d'élaborer un plan détaillé pour la mise en œuvre du programme.
- 2 Augmenter la production de volaille et diversifier les moyens de subsistance des agents de la chaîne de valeur de la viande de brousse via des investissements cibles.
- 3 Engager de nouveaux partenaires du secteur privé pour étendre le programme en assurant de nouveaux investissements.



RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

- 1 Identification des obstacles et des solutions à l'augmentation de la production de volaille en République du Congo.
- 2 Identifications des obstacles et des solutions pour la production d'aliments pour volaille durables et abordables.
- 3 Identifications des obstacles et des solutions pour la fourniture de services vétérinaires dans le nord du Congo.
- 4 Identification des obstacles et des solutions pour diversifier les revenus des agents de la chaîne de valeur de la viande de brousse.

